

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 26/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MOINE INDUSTRIES

29 rue d' l'Industrie
BP 81
69530 Brignais

Références : UDR-SSDAS-25-91-ACA
Code AIOT : 0010600579

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2024 dans l'établissement MOINE INDUSTRIES implanté 29, rue d' l'Industrie ZI des Vallières 69530 Brignais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MOINE INDUSTRIES
- 29, rue d' l'Industrie ZI des Vallières 69530 Brignais
- Code AIOT : 0010600579
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe MOINE est composé des sociétés Moines Transports et Moine Industries.

La société Moine Industries exerce une activité de maintenance de réservoirs GPL (gaz de pétrole liquéfiés) auprès de 4 clients propaniers, on dénombre environ 6000 réservoirs sur le site.

Les réservoirs présents sur le site sont répartis en 3 catégories principales : réservoirs à vider, réservoirs vides non nettoyés (à l'extérieur), réservoirs rénovés ou neufs. A noter que les réservoirs devant être rénovés doivent en plus être dégazés. On trouve aussi sur le site, des réservoirs inertés en attente d'épreuve, des réservoirs réformés, des réservoirs destinés à être contrôlés par le Groupement Technique Citerne (GTC).

Les réservoirs reçus, partiellement remplis pour certains, sont d'abord vidés de leur phase liquide vers une capacité fixe et sont ensuite dégazés. Cette opération de dégazage consiste à décompresser les gaz restants et à les brûler par l'intermédiaire d'une torchère. Si les réservoirs nécessitent un entretien (grenaillage, peinture), ils font l'objet d'un dégazage complet par poussage à l'eau, avec brûlage des gaz résiduels à la torchère.

Les réservoirs sont ensuite regazés afin d'être sous atmosphère commerciale à 0,5 bars.

Le remplissage / vidange de GPL concerne environ 12 réservoirs par jour.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'Inspection a interrogé l'exploitant concernant les BSD des eaux issues de la réforme des réservoirs pompées en août 2024. L'exploitant a transmis les BSD du 19/08/2024 concernant d'une part les eaux et d'autres part les boues et qui ont été éliminées chez TREDI à Salaise sur Sanne (38).

Lors de la visite, l'Inspection a échangé avec l'exploitant sur la connaissance des risques présents sur le site, notamment au travers des FDS et des catégories de danger. L'exploitant n'a pas une connaissance assez précise des dangers par zone (pictogramme de danger, mention d'avertissement, mention de danger et conseils de prudence).

L'exploitant a mentionné que le document unique réalisé en 2021 comprenait l'évaluation du risque chimique et qu'une formation sur le risque chimique allait être donnée par la médecine du travail en 2025.

Les FDS sont quant à elles disponibles par poste de travail.

L'exploitant devra travailler sur ce sujet en 2025.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites inspection du 19/09/2023 et mise en demeure du 07/12/2023	Arrêté Préfectoral du 05/05/2015, article 1.2.1, 1.3, 7.1.1, 7.1.2, 7.4.1, 8.1.2, 8.1.3, 8.1.4, 8.2.3	Demande d'action corrective	6 mois
2	Porter à connaissance de septembre 2024	Arrêté Préfectoral du 05/05/2015, article 1.6	Demande d'action corrective	6 mois
3	Gestion des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 05/05/2015, article Titre 4	Demande d'action corrective	9 mois

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 19/12/2024 a permis de relever les éléments suivants :

- la mise en demeure du 7 décembre 2023 ne peut pas être entièrement levée, le contrôle du respect de l'article 1.3 sur le respect du plan des stockages est conditionné à la mise à jour du porter à connaissance de septembre 2024. Le respect des conditions de stockage des réservoirs et de la stockeuse de GPL a pu être vérifié lors de l'inspection ;
- le porter à connaissance de septembre 2024 doit être mis à jour selon les demandes de l'Inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites inspection du 19/09/2023 et mise en demeure du 07/12/2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2015, article 1.2.1, 1.3, 7.1.1, 7.1.2, 7.4.1, 8.1.2, 8.1.3, 8.1.4, 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Suites d'inspection et MED
Prescription contrôlée : Article 1.2.1 : liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE Article 1.3 : conformité au dossier Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. Article 7.1.1 : localisation des risques L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés. Article 7.1.2 : état des stocks de produits dangereux (...) L'exploitant dispose d'une procédure ou tout autre moyen lui permettant de s'assurer en toute circonstance que le volume de stockage de GPL n'atteint pas le seuil de l'autorisation. Article 7.4.1 : rétentions et confinement I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

(...)

Article 8.1.2 : aire de stockage des réservoirs

Les réservoirs sont exclusivement stockés en plein air, ou sous simple abri, sur des emplacements nettement délimités. Ils ne peuvent rester en atelier que pendant la durée nécessaire aux opérations d'entretien.

L'aire de stockage des réservoirs non vidangés est distincte de l'aire de stockage des réservoirs vides.

Sur cette aire, les réservoirs non vidés sont stockés sur un seul niveau. Un espace libre de 0,6m minimum est laissé entre chacun de ces réservoirs.

Article 8.1.3 : aire de dégazage

L'aire de dégazage est distincte des aires de stockage des réservoirs. Elle comprend un emplacement réservé aux réservoirs en cours de dégazage et un emplacement réservé à la torchère.

Les réservoirs en cours de dégazage sont soit en plein air, soit sous simple abri.

La torchère est en plein air.

Article 8.1.4 : aire de regazage

Le regazage se fait soit en plein air, soit sous simple abri. L'aire de regazage est distincte de l'aire de dégazage.

L'aire de regazage comprend un emplacement réservé aux réservoirs en cours de regazage, un emplacement réservé au réservoir d'alimentation, ainsi qu'au flexible d'alimentation.

Article 8.2.3 : torchère

La torchère destinée à brûler les gaz résiduels doit être de conception robuste.

Elle doit permettre une bonne diffusion des gaz de combustion pour ne pas incommoder le voisinage.

Elle est située à une distance horizontale minimale de 10m de tout réservoir non entièrement dégazé.

Toutes les dispositions sont prises pour rallumer, à tout moment et immédiatement, la flamme, en cas d'extinction de celle-ci.

Elle est équipée :

- d'un dispositif d'allumage efficace,
- d'un clapet anti-retour.

Un dispositif monté en amont de la torchère interdit l'émission de gaz résiduel à l'atmosphère en cas d'arrêt de la combustion.

Arrêté ministériel du 04/10/2010 - article 49

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations

classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

Les suites des demandes issues du rapport de l'inspection du 19/09/2023 ont été contrôlées.

L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance pour demander la modification de certains emplacements, à savoir :

- fusion des zones réservoirs vides non nettoyées (zone N) avec celle des réservoirs neufs ou rénovés (zone K) puisque ces réservoirs ont les mêmes caractéristiques (cuves dégazées avec maintien d'une pression à 0,5 bar) ;
- modification de l'emplacement du parking personel au sud-ouest (zone C) ;
- modification de l'emplacement de la zone de gazage des réservoirs (zone J) ;
- création d'une plateforme de réforme des réservoirs - cette zone n'est pas représentée sur le plan transmis.

L'exploitant devra mettre à jour le plan de masse du site avec l'ensemble des zones, le plan devra être daté et la légende complétée.

L'exploitant tient un tableau de suivi quotidien des opérations de transfert de GPL et un tableau de l'état des stocks journalier de GPL sur tout le site.

Ces registres permettent de suivre précisément la quantité de GPL présente sur le site afin de s'assurer de ne pas dépasser les 50t. Sur le début du mois de décembre 2023, la quantité maximale en fin de journée est de 28t.

Concernant le positionnement par rapport aux installations de combustion présentes sur le site, l'exploitant a transmis une liste actualisée des installations de combustion, la puissance thermique nominale de l'ensemble des installations est de 629 kW soit inférieure au seuil de déclaration de la rubrique 2910-A.

Concernant le respect des conditions de stockage, le jour de la visite, l'Inspection a pu constater que les réservoirs à vider étaient suffisamment espacés. En revanche, en raison de la variété des types de réservoirs, il n'est pas possible de réaliser un marquage au sol pour s'assurer du respect constant de cette prescription. L'exploitant devra donc s'en assurer à l'aide d'autres moyens.

L'Inspection a également pu constater que l'exploitant avait mis en place une zone inaccessible de 10 m autour de la torchère située à proximité de la stockeuse de GPL. Le moyen pour rendre la zone inaccessible doit toutefois être plus robuste. Quant à la 2ème torchère située à proximité de

la zone de réforme, l'espace de 10m autour semble respecté mais l'exploitant doit s'en assurer et mettre si besoin des dispositifs pour éviter tout stockage de réservoir non entièrement dégazé dans les 10m.

Ce point de la mise en demeure est respecté.

L'Inspection a par ailleurs interrogé l'exploitant sur la présence d'un clapet anti-retour sur les torchères, l'exploitant a confirmé sa présence. Toutefois il ne s'assure pas régulièrement de son bon fonctionnement, l'exploitant s'est engagé à mettre en place un contrôle régulier. **Ce contrôle fera l'objet d'un relevé dans un registre.**

Concernant l'interdiction d'émission de gaz résiduaire à l'atmosphère en cas d'arrêt de la combustion, l'exploitant a précisé que la torchère était allumée uniquement quand le réservoir était branché et que les robinets étaient fermés en fin de journée.

Enfin, concernant la vérification des flexibles utilisés pour le dégazage, l'exploitant a présenté le tableau de suivi de l'état des flexibles, chaque flexible a un numéro. Ils font l'objet d'un contrôle visuel chaque année, tous les trois ans ils sont soumis à une épreuve réalisée par Bureau Veritas et tous les six ans sont réformés.

Concernant la tenue d'un plan de localisation des risques, l'exploitant a transmis des plans du site pour chaque type de risque : risque électrique, ATEX, incendie, déversement accidentel. L'exploitant précise en séance l'absence de risque toxique par rapport notamment aux peintures utilisées.

L'exploitant devra ajouter le risque incendie lié aux torchères. Concernant le risque ATEX, l'exploitant a précisé que les torchères ne faisaient pas l'objet d'un risque d'explosion particulier. L'exploitant a ajouté que Bureau Veritas allait intervenir en février 2025 pour vérifier les zones ATEX et procéder au marquage au sol.

Par ailleurs, un plan comportant l'ensemble des risques serait utile notamment pour les services d'incendie et de secours. L'exploitant réalisera également un plan d'intervention à destination des pompiers comprenant notamment l'accessibilité à proximité de la stockeuse de GPL.

Concernant l'état des matières stockées, l'exploitant a transmis l'état journalier des matières stockées, y compris les matières combustibles dangereuses, sur le mois de décembre 2023. L'exploitant recense d'une part les matières liées à l'activité de transport des cuves pour ce qui concerne les gaz (butane, propane, azote, ...) et d'autre part les matières liées à l'activité de rénovation des cuves (peinture, fer, diluant, ...).

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté l'état journalier des matières stockées pour décembre 2024 selon les 2 catégories pré-citées.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté le tableau de suivi journalier du nombre d'opérations de chargement/déchargement de GPL permettant de s'assurer du respect des seuils de la rubrique 1414-2c.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires afin de mettre en œuvre les actions correctives mentionnées ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Porter à connaissance de septembre 2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2015, article 1.6
Thème(s) : Autre, Demande de compléments
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le porter à connaissance déposé par l'exploitant en septembre 2024 afin de répondre aux demandes de l'inspection concernant les modifications d'implantation des réservoirs et de certaines zones d'activité, l'exploitation des torchères, la suppression de l'activité de métallisation.</p> <p>L'exploitant a également ajouté à ce porter à connaissance, les modifications suivantes par rapport au DAE de 2013 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ajout d'un chapiteau démontable ; • création d'une plateforme de réforme des cuves. <p>L'Inspection a signalé à l'exploitant que le porter à connaissance transmis par l'exploitant exposait les différentes modifications sans évaluer les dangers et inconvénients par rapport au dossier d'autorisation de 2013.</p> <p>Une mie à jour du porter à connaissance doit être transmis afin d'intégrer les incidences environnementales et les dangers liés à ces modifications. L'exploitant peut également joindre un plan avant / après modifications pour faciliter la compréhension.</p> <p>Plusieurs éléments à prendre en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'exploitant a indiqué qu'un courrier avait été transmis à l'Inspection concernant notamment l'arrêt de l'activité de métallisation - ce courrier devra être joint au PAC ; • l'exploitant mentionne dans le PAC que la structure démontable est temporaire, or, elle est en place depuis juin 2021 - cette structure n'est donc pas provisoire ; • l'activité de torchage ne peut pas n'avoir aucun impact sur l'environnement comme stipulé dans le PAC. <p>L'Inspection ajoute que le porter à connaissance mis à jour devra intégrer la suppression de l'entreposage de méthanol qui comprendra notamment le justificatif pour l'enlèvement de la citerne.</p> <p>Enfin, comme demandé dans le rapport d'inspection de 2023, l'exploitant doit se positionner par</p>

rapport à la rubrique IOTA 2.1.5.0 à déclaration « Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 hectare ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre une mise à jour de son dossier de "porter à connaissance" transmis en 2024.

Cette mise à jour devra permettre la levée de la mise en demeure du 7 décembre 2023

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Gestion des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2015, article Titre 4

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en conformité

Prescription contrôlée :

Titre 4 sur la protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Constats :

La gestion des rejets aqueux a été abordée lors de la présente visite d'inspection. Il en ressort que l'exploitant manque de connaissance sur cette thématique, notamment sur les emplacement des points de rejets, la présence d'une vanne d'isolement, la capacité de rétention des eaux susceptibles d'être polluées, la tenue d'un plan des réseaux à jour, etc.

L'exploitant a transmis la convention de déversement établie avec le SYSEG pour ses installations, elle est datée du 30 mai 2024 et délivrée pour une durée de 6 ans.

La convention autorise les rejets d'eaux usées domestiques, les eaux issues de l'activité de dégazage des cuves à l'eau et l'aire de lavage en extérieur non couverte ainsi que les eaux pluviales de ruissellement.

Cette convention fait état de la nécessité de mise en conformité par rapport à l'absence de connaissance exhaustive de la qualité des eaux rejetées dans le réseau unitaire du SYSEG.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : sous 9 mois, l'exploitant doit se mettre en conformité sur la gestion des rejets aqueux de son établissement.

L'exploitant doit :

- réaliser un plan des réseaux tel que défini à l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 05/05/2015 ;
- établir ou mettre à jour si nécessaire le calcul du dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie ;

- établir ou mettre à jour si nécessaire le calcul du dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction ;
- justifier de la mise en place d'un moyen d'isolement et de rétention suffisamment dimensionné ;
- justifier de la formation du personnel à la gestion des rejets aqueux notamment lors d'un incendie ;
- transmettre les analyses des rejets aqueux de 2024 et 2025 réalisées conformément aux articles 4.3.9 et 4.3.12 de l'AP du 05/05/2015 ;
- transmettre les documents justifiants du bon entretien des réseaux de collecte et du ou des séparateurs hydrocarbures / débourbeurs ;
- justifier de la protection des eaux d'alimentation.

En l'absence de mise en conformité, l'Inspection sera susceptible de proposer, à l'échéance, une mise en demeure auprès de la préfète du Rhône.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 9 mois